

Tous confinés, tous institutionnalisés, tous bâillonnés, tous handicapés. Leçons d'une situation d'exception

Jean-René LOUBAT, docteur en sciences humaines, psychosociologue consultant, président d'honneur du think tank *Parcours & Innovations*.

La situation de handicap est aujourd'hui définie comme une « restriction de l'autonomie et une altération de la participation sociale¹ »... Ce qui correspond parfaitement à ce que nous vivons depuis plusieurs mois, comme cela n'aura échappé à personne. Ironie du sort, peu de temps après que la France ait été fustigée par le rapport de l'ONU de Madame Devandas Aguilar pour cause de non respect des droits internationaux à l'encontre des personnes en situation de handicap au sein de l'Hexagone, nous nous retrouvons tous confinés, tous maintenus à notre domicile, privés de nos droits les plus élémentaires et les plus fondamentaux, bref tous « institutionnalisés » dans nos propres murs.

Cette expérience aussi improbable qu'inattendue ressemble à une immense expérimentation psychosociologique ou à quelque jeu de rôle grandeur nature sur fond de tragédie comme dans les films *La Vie est belle* de Roberto Benigni ou *The Truman Show* de Peter Weir. Nous avons vécu en effet ce que vivent encore les tributaires de régimes totalitaires : matraquage médiatique, fermeture des frontières, circulation entravée et contrôlée, assignation à résidence, couvre-feu, contrôles et sanctions, heures de sortie limitées (une heure par jour comme en prison), rationnement et queues sur les trottoirs devant les magasins, interdiction de rassemblement de plus de tant de personnes, fermeture des lieux publics, bars, et restaurants, suppression des loisirs, des concerts et des manifestations culturelles et cultuelles, et pour finir tous « bâillonnés ». Mais le gouvernement français nous « permet » de partir en vacances cet été, en France... Nous sommes devenus brutalement des Coréens du nord ou des membres de la secte de Jim Jones².

Voyant apparaître sur mon écran de télévision de manière obsessionnelle le cartouche « Restez chez vous », je ne pouvais m'empêcher de songer à cette série mythique de 1967, *Le prisonnier*, de George Markstein et du charismatique Patrick McGoohan, dans laquelle un agent secret se retrouvait dans un village étrange et bien rangé dont il ne pouvait sortir et se trouvait incessamment contrôlé par tous les moyens technologiques, un monde aseptisé où tous les habitants se disaient « Bonjour chez vous ! ». Le problème est que les auteurs de science-fiction ont souvent raison et que

¹ Cf. l'International Classification of Functioning, Disability and Health et la loi 2005-102 qui s'en inspire en France.

² Cette secte fondée par le révérend Jones s'appelait le *Temple du Peuple*. Elle s'installa dans l'état indépendant du Guyana sur la base d'un projet de communisme agricole. Se déclarant maoïste et s'identifiant à Jésus, Bouddha et Lénine (sic), Jones mit en place un fonctionnement des plus totalitaires qui se termina par un « suicide collectif forcé » en 1978 : 908 personnes périrent empoisonnées. Elle est devenue l'archétype de la dérive apocalyptique des sectes totalitaires.

bon nombre de leurs scénarios finissent par se réaliser (peut-être devraient-ils figurer au programme de l'ENA ?). Celui d'une pandémie mondiale a été bien entendu déjà moult fois exploité³ au cinéma non sans prémonition. À revoir donc à la lumière de la version réelle...

Cependant, aussi pénible soit-elle, une expérience nous apprend toujours quelque chose. Le premier enseignement de celle-ci est la fragilité de ce nous considérons comme d'indéfectibles droits démocratiques attachés aux personnes, issus historiquement de l'humanisme des *Lumières* et du libéralisme. Deux textes fondamentaux à portée universelle, datant de 1789, ont défini et promu ces droits et font toujours référence, puisqu'ils en ont depuis inspiré d'autres : le *Bill of Rights* produit de la Révolution américaine et la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* produit par la Révolution française. Ces deux déclarations témoignent de l'émergence et de l'affirmation de l'individualité par rapport à la collectivité. Le choix qui se pose désormais depuis deux siècles – et qui s'avère toujours d'actualité – oscille fondamentalement entre libéralisme et totalitarisme, entre la primauté de l'individu ou celle du collectif.

Nos grands-parents et parents avaient conscience de cette fragilité et de cette oscillation car les guerres cycliques suspendaient tous ces droits et les régimes totalitaires alternaient avec les périodes démocratiques. Le président de la République, Emmanuel Macron, nous a rappelés de manière itérative à « l'état de guerre » pour justifier la même privation, mais cette fois-ci, il ne s'agit que d'une métaphore opportuniste : ce virus ne marche pas au pas, ne menace pas nos frontières, ne constitue pas d'empire mais obéit à la logique de survie des espèces... comme nous-mêmes.

Le second enseignement est que le totalitarisme n'est pas qu'un régime politique à l'échelle d'une société mais un mode de fonctionnement faisant partie intégrante de l'espèce humaine et de ses communautés. Comme l'a démontré de manière clinique le professeur d'histoire, Ron Jones, au travers d'une célèbre expérience⁴, n'importe quelle communauté peut se muer en système totalitaire si l'on exploite certains penchants et utilise certaines méthodes, confirmant ainsi peu de temps après les non moins célèbres expériences de Stanley Milgram sur la soumission à l'autorité⁵.

³ Pour citer les films les plus connus : *Contagion* de S. Soderbergh, 1980 ; *Alerte !* de W. Petersen, 1995 ; *Virus* de J. Bruno, 1999 ; *Je suis une légende* de F. Lawrence, 2007 ; *Contaminations* de L. Cozzi, 2011 ; *World war 3* de M. Foster et D. Fincher, 2013 ; *See* de S. Knight, 2019 !

⁴ Ron Jones, professeur d'histoire contemporaine au *Cubberley High School* à Palo Alto en Californie, mit en place début avril 1967 une expérience qu'il intitula « Troisième vague » (en référence bien sûr au III^{ème} Reich) au sein de sa classe. Son objectif pédagogique : démontrer qu'un système totalitaire et barbare comme le nazisme pouvait toujours se reproduire et que (presque) tout un chacun pouvait y adhérer. L'expérience fut si concluante qu'elle dut être stoppée au bout d'une semaine. Elle fit l'objet d'un article de Ron Jones lui-même en 1976, d'un téléfilm d'Alex Grasshoff (*The wave*) en 1981, d'un remarquable film allemand de Dennis Gansel (*Die Welle*) en 2008 et de nombreuses conférences filmées.

⁵ Stanley Milgram, célèbre psychosociologue américain, auteur notamment de *Obedience to authority*, Harper and Row, 1974 relatant des expériences psychologiques du début des années 60. Elles furent longtemps interdites de publication car leurs résultats paraissaient trop inquiétants. Le cinéaste Henri Verneuil en fait une rapide synthèse dans un de ses films *l comme lcare* de 1979.

Autrement dit, au sein même d'une société démocratique, il peut exister des institutions totalitaires (*Total institutions* selon la formule du sociologue Erving Goffman) qui reproduisent à une échelle inférieure les mêmes modalités.

Quand Madame Devandas Aguilar évoque dans son rapport « qu'il n'existe pas de "bons établissements" dans la mesure où tous imposent un mode de vie donné, qui entrave la capacité de l'individu à mener une vie décente sur la base de l'égalité avec les autres », elle désigne bien cette catégorie d'institutions qui, fut-ce au nom d'une protection bienveillante et bientraitante, bafoue néanmoins les droits et les libertés les plus élémentaires de la personne⁶. Notons d'ailleurs que les systèmes totalitaires utilisent toujours le masque de la *protection*.

Cette situation de confinement total que nous avons vécue doit donc nous alerter sur le fait que nous avons partagé durant quelques mois, la situation de personnes au statut objectif de sous-citoyens. Le confinement a généré une situation de risques psycho-sociaux inégalée : des familles et des couples ont implorés, les violences conjugales se sont multipliées, des élèves ont décroché, bref, toute une symptomatologie a découlé de cette situation totalitaire. Et si cette dernière avait duré, n'aurais-je pas développé, moi aussi, des troubles du comportement ? De l'agressivité sûrement. D'ailleurs, je suis profondément révolté par cette situation de privation intolérable de liberté et ses conséquences incommensurables (explosion du chômage, paupérisation, accroissement des inégalités, accélération du déclin du pays, etc.) car elle aurait pu être parfaitement évitée⁷. Le Covid-19 ne fera pas plus de morts qu'un épisode grippal et infiniment moins que les maladies nosocomiales, le cancer, le diabète, les maladies cardio-vasculaires et neurodégénératives, etc. Le confinement a été la réponse, non pas à un épisode sanitaire, mais à une crise institutionnelle : celle de l'inadaptation de notre politique de santé⁸.

Le troisième enseignement est que les crises ouvrent malgré tout des perspectives, pénibles ou positives ou les deux à la fois : préparons-nous aux retombées de l'après confinement (qui n'est pas terminé). Lorsqu'en France les effets complets du confinement se feront sentir, que l'état de sidération sera dépassé et que viendra l'heure des comptes, une crise politique va s'ouvrir et les mouvements sociaux vont se réveiller entre l'automne 2020 et le printemps 2021. En effet, un certain nombre de nos concitoyens n'ont pas encore touché du doigt, pour ce qui les concerne, les conséquences catastrophiques au plan économique du confinement ou croient encore naïvement à la corne d'abondance inépuisable de l'État providence. Lorsque le choc économique sera à son paroxysme et que l'illusion de nombreuses promesses cessera, le réveil sera douloureux. Il y a fort à parier qu'à ce moment-là on utilisera

⁶ Le règlement d'une MAS en l'an 2000, dans laquelle je suis intervenue, prévoyait l'arrêt de la télévision à 22 heures dans chaque chambre, l'attribution d'une place à table par les professionnels lors des repas, l'interdiction des parents d'accéder à l'intérieur de la MAS, la mise en coupe réglée de la vie quotidienne des personnes.

⁷ La Corée du sud qui possède l'un des tout meilleurs systèmes de santé au monde (avec Tai Wan et le Japon) a connu moins de 300 décès... et pourtant 94% de ses établissements hospitaliers sont privés.

⁸ De nombreux et éminents spécialistes avaient déjà alerté sur les risques évidents de pandémie de ce type. Les cycliques pandémies précédentes de moindre ampleur n'ont eu aucun effet préventif.

l'arme de la culpabilisation pour ceux qui « empêcheront l'économie française de se relever »...

L'une des conséquences positives est peut-être la prise de conscience du poids désastreux de ce que l'on peut appeler les technostructures d'ordre administratif et politique, en une formule les élites technocratiques qui gouvernent ce pays sans partage et qui représentent par essence le « modèle français », un pays hyper-étatisé, une république absolue, un régime présidentiel jupitérien, un centralisme sans égal dans les pays développés et libéraux. Comment en effet expliquer, comme l'évoque dans son « *J'accuse* » le comédien Vincent Lindon, qu'un pays développé, qui se situe au 3^{ème} rang de ces mêmes pays quant à la part de dépenses de santé de son PIB, ait choisi une option moyenâgeuse parce qu'il a été à ce point incapable de gérer la situation : aucun stock de masques, de tests, une insuffisance de lits hospitaliers et de respirateurs, un rapide débordement de l'accueil des patients, le recours à des pays voisins ?

Bref, c'est véritablement notre modèle français qui est aujourd'hui en crise et doit être impérativement réinterrogé sous peine de poursuivre la descente infernale de notre pays. Depuis l'ouvrage d'alerte de Nicolas Baverez, *La France qui tombe*, de 2004 (déjà !), il n'existe aucun signe de relèvement, sinon un climat social toujours plus détestable année après année, une dette qui s'alourdit et un chômage de masse qui croît. Le mouvement des « gilets jaunes », par-delà ses errances et sa récupération progressive, a constitué un révélateur du sentiment d'abandon et de relégation d'une partie de la population par les élites technocrates.

La retombée intéressante que l'on peut espérer de cette critique du système tient précisément à la prise de conscience qu'il est contre-productif et se trouve même à l'origine de la crise actuelle. Pour faire face à la situation hospitalière, les personnels soignants ont fait l'expérience qu'il leur fallait prendre les choses en mains et ne compter que sur eux-mêmes, au risque de ne plus respecter des normes absurdes, comme l'évoque le directeur de rédaction de la revue *Gestions Hospitalières*, Jean-Michel Budet, dans un de ses derniers articles :

« Les défaillances de l'État dans sa mission de sécurisation et de régulation laissaient les professionnels et les établissements globalement seuls à la manœuvre. En l'absence des moyens permettant la protection de la population et la détection, le seul véritable appui de l'État aura été de ralentir la diffusion virale par le confinement et d'assurer la logistique de quelques transferts de patients afin d'éviter l'implosion du dispositif hospitalier⁹. »

Puisse cette réalité donner de bonnes idées et davantage de clairvoyance aux citoyens français...

⁹ J.-M. Budet, « Le retour des professionnels dans le processus de décisions », *Gestions Hospitalières* n°595, avril 2020.